

percer ici et là et provoquer une conversion. Bien entendu lorsqu'il s'agit d'un de mes collègues,—je crains pourtant qu'il ne soit pas ici en ce moment,—cet espoir est encore plus fondé. Quant à l'autre motionnaire, j'aimerais simplement dire en mon français très quelconque qu'à mon avis il s'est très bien acquitté de sa tâche. "Il a gagné ses épaulettes!" (*En français dans le texte*).

Depuis notre arrivée ici nous nous sommes surtout occupés des dangers qui nous menacent de l'extérieur et il est évident qu'ils méritent largement qu'on s'y arrête. Ils sont bien assez graves. Mais je voudrais ce soir parler pendant quelques minutes du grave danger intérieur qu'est l'inflation, un danger dont on a aussi traité, ce me semble. Un économiste du nom de Kemmerer a donné de l'inflation une définition très simple, si simple même que je n'aurais jamais cru un économiste capable de décrire quoi que ce soit en si peu de mots. "L'inflation," dit-il, "c'est trop d'argent et trop de dépôts bancaires." Ni plus, ni moins.

Je n'ai pas l'intention d'ennuyer la Chambre en revenant sur des questions que, de ce côté-ci, nous avons exposées plusieurs fois au cours des cinq ou six dernières années, soulignant au Gouvernement comment il a constamment entretenu le feu de l'inflation. Je n'ennuierai pas la Chambre en donnant des chiffres qui ont été si souvent cités pour démontrer que les moyens de paiement sont quatre fois plus élevés, alors que les denrées et les services ont à peine doublé. Je ne dirai pas combien de fois,—et elles sont nombreuses,—nous avons conseillé au Gouvernement de libérer le dollar, avant qu'il eût pris cette mesure, ni en combien d'occasions nous lui avons demandé d'en arrêter l'inflation; j'aurais trop peur de perdre tout espoir. Si je le faisais, je pourrais découvrir que nous avons répété le premier avertissement dix fois et que nous ne sommes revenus sur le second que cinq fois; nous en avons donc encore pour longtemps à attendre.

A tout événement nous en avons beaucoup parlé, et voici maintenant que pour la première fois les gens commencent à se demander s'ils ne sont pas en cause. Ces dernières années nous avons été portés à croire que l'inflation était une chose étrange qui affligait des gens bizarres, incapables de voir à leurs propres affaires, habitant loin de notre pays. Une phrase bien simple, qui nous est venue de Grande-Bretagne, définit bien cet état de choses. On dit que c'est une surabondance d'argent à la poursuite de denrées trop rares.

Je n'ennuierai pas la Chambre en lui faisant un exposé de l'inflation dans d'autres pays, car ce n'est pas nécessaire. Je me contenterai

de rappeler aux honorables députés qu'après la première Grande Guerre l'inflation n'a pas régné qu'en Allemagne,—qu'on a soupçonnée de recourir à l'inflation pour se soustraire à ses dettes,—mais aussi en France, qu'on savait économe, laborieuse et pratique. En 1926, l'inflation était si considérable que le franc ne valait plus qu'environ un septième de sa valeur, et seuls les efforts herculéens et le courage de Poincaré ont permis de le sauver. Depuis, sa valeur est descendu à un niveau encore beaucoup plus bas. De passage à Paris l'été dernier j'ai payé 200 francs un très modeste petit déjeuner à un café en bordure du trottoir, soit l'équivalent de 60c. en monnaie du Canada; et je me rappelais avec tristesse que lors de ma première visite à Paris 200 francs valaient 40 dollars du Canada.

Un mot maintenant de la situation chez nous. Elle se complique; nous le savons tous. Je ne veux pas vous ennuyer avec des chiffres, car nous sommes tous au courant de la situation. Cependant, nous devons nous rappeler que nos difficultés ne font vraiment que commencer. Comme l'exécution des commandes de guerre, les divers services de l'armée et le ravitaillement des troupes en matériel requerront des bras, il n'est pas exagéré de dire que, d'ici un an ou un an et demi, 10 p. 100 peut-être des travailleurs actuels auront été soustraits à la production de denrées de consommation. Je laisse de côté la question des énormes immobilisations de capitaux, dont le ministre du Commerce (M. Howe) a parlé cet après-midi; mais je veux exposer un point en particulier. Je serais le dernier à dire qu'il eût été simple et facile d'y parer; mais, cruelle ironie! malgré les chiffres fort imposants que le ministre du Commerce nous a fournis cet après-midi au sujet de nos exportations et de nos importations, nos placements et notre production de denrées de tout genre,—chiffres qui étaient tous intéressants et impressionnants,—il nous répugne un peu de reconnaître qu'il règne chez nous une sorte de "pauvreté au sein de l'abondance". Nous le savons et il est fort désagréable d'y penser.

Quelques dernières observations au sujet de l'argent bon marché, avant de passer à autre chose. Il s'agit de redites, mais, franchement, on ne semble pas avoir mis à profit les enseignements déjà reçus. J'ai ici un éditorial paru dans la *Free Press* de Winnipeg, numéro du 18 novembre, et intitulé "la grosse maladresse". Il s'agit de la maladresse que nous, de ce côté-ci de la Chambre, avons cherché à exposer. Voici en quoi elle consiste: en 1945, un excellent moyen fut mis au point et exposé dans un Livre blanc en vue de remédier à une crise économique; ce